

La question de la création de richesses, grande absente de la campagne des législatives

« La création de richesses, grande oubliée du débat politique en France », titre **Les Echos** qui propose un décryptage sur le sujet, quasiment absent de la campagne des législatives, note le quotidien. Déjà en œuvre avec le CICE instauré en 2013 sous François Hollande, la France a résolu le problème de la politique de l'offre depuis le premier quinquennat d'Emmanuel Macron. « L'objectif a été de mettre en place les conditions de la rentabilité du capital en allégeant la fiscalité des entreprises. En parallèle, l'offre de travail a été augmentée », résume Denis Ferrand. De fait, des résultats ont été obtenus : l'attractivité du pays s'est renforcée, les entreprises françaises ont elles aussi investi, et le taux d'emploi dans l'Hexagone s'est redressé, notamment celui des jeunes et des seniors. L'allongement de l'âge de départ à la retraite et la réforme de l'apprentissage y ont largement contribué. Si certains économistes étiquetés à gauche sont sceptiques sur les effets de la politique de l'offre sur la croissance, Bruno Le Maire, reste au contraire convaincu que « changer de politique économique aujourd'hui serait une faute lourde ». Dans ce tableau, il y a tout de même un point noir, selon l'économiste Patrick Artus. « Depuis 2017, la création de richesses en France ne résulte que de la hausse du taux d'emploi. En revanche, la productivité du travail a fortement chuté », note-t-il. L'expert n'est pas le seul à s'inquiéter de ce décrochage. Alors que la productivité dans l'Hexagone accuse un recul de 5,5 % par rapport à sa tendance d'avant la pandémie de Covid, de nombreux travaux ont tenté d'expliquer ce phénomène. L'essor massif de l'apprentissage, les rétentions de mains-d'œuvre favorisées par les difficultés de recrutement et par les aides versées ont été mis en avant. Pour Patrick Artus, il faut aussi y voir la conséquence « de dépenses trop faibles dans les nouvelles technologies et en recherche & développement ». Une partie de la baisse reste toutefois inexplicée. « Le défi qui est posé à la politique de l'offre aujourd'hui est de recréer des gains de productivité », souligne Denis Ferrand. (Les Echos, p.3)

« "Il ne peut pas y avoir de hausse du pouvoir d'achat fondée sur la seule redistribution" », titre **Les Echos** qui ouvre ses colonnes à Xavier Jaravel. Pour le professeur à la London School of Economics, mener une politique de l'offre est plus pertinent que miser sur la redistribution. Il rappelle l'importance de la création de richesses. Interrogé sur une hausse du SMIC à 1 600 euros, ces effets « dépendent du contexte économique », rappelle-t-il. « Si les entreprises la répercutent dans leur prix, cela se traduit par une perte de pouvoir d'achat pour les consommateurs. Si elles l'absorbent dans leur marge, le coût est porté par les chefs d'entreprises et les actionnaires. Dans les secteurs exposés à la concurrence internationale, par exemple en France l'industrie, il est difficile d'ajuster les prix ou les marges et il est plus probable que cela se traduise par des pertes d'emplois. » Il juge la France « en retard principalement en termes de productivité, d'innovation, d'éducation et de chômage » et « tous ces sujets sont liés », note-t-il. (Les Echos, p.3)